



Envoyé en préfecture le 16/06/2026

Reçu en préfecture le 16/06/2026

Publié le

ID : 045-214503021-20260616-ARRDGS\_2026180-AI

S<sup>2</sup>LOW

# ARRÊTE

## RÉGLEMENTANT LE DÉMARCHAGE À DOMICILE

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

> police municipale

Date : 16 JUIN 2026

NO ARR\_DGS\_2026\_180

**Le maire de la Ville de Saran,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Sécurité intérieure ;

Vu le Code pénal ;

Considérant les nombreux signalements par les habitants de la commune de démarcheurs qui profitent de la vulnérabilité de certains administrés ou qui manifestent un comportement agressif ;

Considérant que le démarchage abusif est susceptible de constituer une méthode de repérage pour des cambriolages ;

Considérant l'augmentation des cambriolages depuis l'année 2018 sur le territoire communal ;

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les administrés et plus particulièrement les plus fragiles d'entre eux contre toute tentative de cambriolage ou de pratiques déloyales ou agressives ;

Considérant ces troubles à l'ordre public qu'il convient d'éviter,

### ARRÊTE

**Article 1 :** Du 16 juin 2026 au 16 décembre 2026 , toutes les activités de démarchages à domicile doivent faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du Maire de Saran - service police municipale, mentionnant l'objet du démarchage, le nombre de démarcheurs et leur identité, la période ainsi que le secteur de démarchage concerné, au moins 2 jours francs avant le début de ladite période par déclaration à l'accueil de la police municipale.

**Article 2 :** À défaut de déclaration préalable, toute activité de démarchage sera punie de l'amende prévue pour les contraventions de 1re classe (article R 610-5 du Code pénal).

**Article 3 :** N'est pas concernée par les dispositions du présent arrêté, la vente de calendriers par certaines corporations en possession d'une carte professionnelle, à savoir : La Poste, les Sapeurs-Pompiers, les éboueurs.

Le présent arrêté sera affiché, transcrit au recueil des actes administratifs de la ville et transmis au représentant de l'État dans le Département, selon l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je soussigné, Maire de SARAN, certifie que, conformément à l'article 2 de la loi n° 82.623 du 22.07.82 modifiant la loi n° 82.213 du 02.03.82, le présent arrêté a été transmis au Représentant de l'État le .....16 JUIN 2026... et que son caractère exécutoire prend effet à compter de cette date.

**Mathieu GALLOIS**

Maire de Saran - Conseiller Départemental

